







5.3	AMBULANCE AÉRIENNE (ÉVAQ).....	11
5.3.1	OBJECTIF .....	11
5.3.2	CRITÈRES D’ADMISSIBILITÉ .....	11
5.3.3	ORIENTATIONS ADMINISTRATIVES.....	11
6	SERVICES D’HÉBERGEMENT .....	12
6.1	SERVICES D’HÉBERGEMENT .....	12
6.1.1	HÉBERGEMENT DANS LES TRANSITS.....	12
6.2	REMBOURSEMENT DES FRAIS POUR L’HÉBERGEMENT ET LES REPAS .....	13
6.2.1	CRITÈRES D’ADMISSIBILITÉ .....	13
6.2.2	ORIENTATIONS ADMINISTRATIVES.....	13
7	SÉJOURS PROLONGÉS, USAGERS EN PHASE TERMINALE, CAS SPÉCIAUX.....	14
8	ESCORTE .....	15
8.1	OBJECTIF.....	15
8.2	CRITÈRES D’ADMISSIBILITÉ.....	15
8.2.1	USAGER ÂGÉ EN BAS DE 18 ANS.....	15
8.2.2	USAGERS ÂGÉS DE 18 ANS ET PLUS.....	16
8.3	ORIENTATIONS ADMINISTRATIVES .....	16
8.3.1	RESPONSABILITÉ DE PAIEMENT.....	16
8.3.2	CHOIX D’ESCORTE.....	16
8.3.3	ENGAGEMENT PAR ÉCRIT DE L’ESCORTE.....	16
9	APPLICATION.....	17
10	INSATISFACTION À L’ÉGARD DE LA PRÉSENTE POLITIQUE SUR LE TRANSPORT .....	17
	<b>ANNEXE 1 : FORMULAIRE D’ENTENTE DE L’USAGER.....</b>	<b>18</b>
	<b>Politique sur le transport des usagers / Nunavik.....</b>	<b>18</b>
	<b>CE QUI EST ATTENDU DES USAGERS .....</b>	<b>18</b>
	<b>ANNEXE 2 : FORMULAIRE D’ENTENTE DE L’ESCORTE.....</b>	<b>21</b>
	<b>Politique sur le transport des usagers / Nunavik.....</b>	<b>21</b>
	<b>CE QUI EST ATTENDU DES ESCORTES.....</b>	<b>21</b>













## 5.2 ÉVACUATION D'URGENCE

### 5.2.1 OBJECTIF

La présente politique a pour objectif d'assurer pour tout usager l'accès aux soins d'urgence ou spécialisés nécessitant le transport aérien et d'assurer la continuité des soins lors du transport afin de maintenir sa santé ou de prévenir une détérioration de celle-ci.

L'établissement de référence qui demande le transport d'urgence déterminera la pertinence ou la nécessité d'une escorte médicale dans une telle situation.

Le choix d'aéronef est une décision administrative de l'établissement et doit prendre en compte l'avis du médecin concerné.

### 5.2.2 CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Être bénéficiaire de la *CBJNQ* (ou non-bénéficiaire de la *CBJNQ* si les dispositions de la circulaire 2009-05 du MSSS s'appliquent) ;

et

Le médecin de l'établissement de référence a prescrit le service et le transport a été approuvé par une personne désignée par la directrice générale ;

et

Le voyage de retour se fait entre le lieu de résidence et l'établissement de référence fournissant les soins et les services nécessaires.

### 5.2.3 ORIENTATIONS ADMINISTRATIVES

Tout rendez-vous urgent doit être pris par le biais du service de liaison de l'établissement de référence et/ou le Centre Ullivik (incluant les nolisés).

#### 5.2.3.1 TRANSPORT

Si l'utilisateur est obligé de se déplacer en dehors de la région de Montréal (ex. Sherbrooke ou Québec) par raison d'absence des soins de santé requis dans ladite région, le service de liaison de l'établissement et/ou le Centre Ullivik organisera le transport, l'hébergement et les repas, en conformité avec les principes de base de la présente politique.

#### 5.2.3.2 RESPONSABILITÉ DE PAIEMENT

Le coût du transport de l'utilisateur répondant aux critères liés à l'évacuation d'urgence sera assumé entièrement par l'établissement de référence et sera imputé au programme ou budget approprié (billet de retour).







## 7 SÉJOURS PROLONGÉS, USAGERS EN PHASE TERMINALE, CAS SPÉCIAUX

Les normes faisant office de référence pour définir l'accès au programme des SSANA sont celles spécifiées par le MSSS ou par Santé Canada selon son programme de services de santé non assurés destinés aux bénéficiaires autochtones, étant donné que les Inuits doivent avoir accès aux services de santé non assurés aussi complets et accessibles que ceux disponibles aux autres citoyens autochtones du Québec et pour lesquels le gouvernement assure le financement.

Le programme des services de santé assurés/non assurés a pour objectif de faciliter une gestion saine de tous les services supplémentaires fournis aux bénéficiaires inuits, reconnus comme ceux fournis par Santé Canada. Ce dernier stipule que dans le cas d'un client obligé de rester en proximité du lieu du traitement médical pendant des périodes prolongées afin d'y recevoir des soins médicaux ou un traitement prolongé non offert dans sa communauté de résidence, le coût des repas, de l'hébergement et des déplacement en milieu urbain pour l'accès aux soins ou traitement médical non couvert par

- une instance provinciale, ou
- des programmes sociaux, ou
- un programme subventionné par le gouvernement, ou
- un régime d'assurance privé

peut être couvert pour une période transitoire d'un maximum de trois (3) mois.

Dans le cas d'un séjour prolongé dépassant trois (3) mois, la directrice générale du CSI ou du CSTU ou son représentant est responsable de demander l'autorisation du Comité régional sur les services hors région (CRSHR). Une telle autorisation s'applique à un cas précis faisant l'objet d'une demande précise et par rapport à des coûts précis identifiables. La demande sera examinée et peut être autorisée selon le montant le plus bas.

Le financement du programme des SSANA ne permet pas de couvrir les frais de voyage de membres de famille qui visitent un patient ou pour un accompagnateur dans le cas d'un usager en phase terminal ou d'une visite lors d'un séjour prolongé. Les motifs humanitaires se trouvent parmi les exclusions couvertes pour le transport pour raison médicale.

Cependant, avec une justification médicale autorisée, une approbation préalable est nécessaire avant la prise d'une décision d'autoriser une escorte requise pour raison médicale ou juridique. Une seule personne sera donc autorisée en tant qu'escorte, entre autres afin d'être au chevet d'un individu en phase terminal.





















